

INTERVIEW DE M. FRANÇOIS MITTERRAND, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, ACCORDÉE À LA TÉLÉVISION OUEST-ALLEMANDE, NOTAMMENT SUR LES RELATIONS FRANCO-ALLEMANDES, LA DÉFENSE EUROPÉENNE, LE SOCIALISME EN FRANCE ET LES QUESTIONS DE POLITIQUE ÉTRANGÈRE, PARIS, MARDI 23 FÉVRIER 1982

23 FEBRUARY 1982 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

QUESTION.- Monsieur le Président de la République, avant que vous n'accédiez à vos hautes fonctions, on prétendait parfois que vous ne portiez pas l'Allemagne dans votre coeur. Qu'en est-il réellement et quelle est votre attitude profonde vis-à-vis de ce qu'on appelle parfois, à raison d'ailleurs, les incertitudes allemandes ?

- LE PRESIDENT.- Qui disait cela ?

- QUESTION.- Oh ! on le disait dans la presse et notamment dans la presse d'Outre-Rhin parfois.

- LE PRESIDENT.- C'est une presse mal informée dans ce cas-là. J'ai assisté au premier congrès européen, je crois c'était en 1947, deux ans après la fin de la guerre. Et je me suis trouvé là avec des représentants de l'Allemagne. Deux ans après les déchirements dont chacun d'entre nous avait souffert, c'est dire que j'avais fait un choix : c'était à La Haye, je crois, le deuxième congrès a eu lieu à Rome, j'y étais aussi, et j'avais fait le choix dès cette époque de la réconciliation franco - allemande. Et je n'avais jamais cessé depuis lors de souhaiter non plus la réconciliation, elle est faite, heureusement, mais le resserrement de nos liens, et si c'était possible de nos politiques, c'est-à-dire ce que je fais actuellement.

- QUESTION.- En ce qui concerne l'avenir, on voit maintenant une certaine tendance vers le pacifisme, et vous avez déjà parlé des réalités de la paix et des illusions du pacifisme. Il y a un danger de neutralisme que vous rejetez et il y a quand même une perspective de réunification éventuelle, évidemment elle n'est pas encore réaliste, mais il faut y penser et quelle serait donc votre attitude vis-à-vis de cette évolution finale et sous quelle condition est-ce qu'on peut envisager une réunification de l'Allemagne, puisque d'après vous il faut sortir de Yalta ?

- LE PRESIDENT.- Vous me posez là une question qui sera résolue, si elle se pose, dans les termes que vous venez d'exprimer, par l'un de mes successeurs. De toute façon, il faut aller en effet vers une nouvelle forme de l'Europe. Mais on ne peut pas y aller par des tensions de bloc à bloc, d'autant plus que ces deux blocs ont été constitués plus précisément au lendemain de la guerre mondiale sur la base de -rapports de force, qui n'ont pas aujourd'hui cessé, on s'en aperçoit en Pologne. Dans chacun de nos pays d'Europe, et spécialement des pays qui ne sont pas les plus grandes puissances, se trouvent aujourd'hui des pays obligés de compter avec cette réalité. C'est par l'évolution des esprits, c'est par la volonté des peuples, c'est par la capacité de l'Europe de l'Ouest d'affirmer sa réalité économique, son unité économique, sa capacité d'aller de plus en plus vers une unité de conception politique, en vue un jour de disposer elle-même des moyens de son indépendance. C'est de cette façon que l'Europe pourra définir de son propre chef ce que doit être son devenir. Et cela entraînera naturellement pour l'Allemagne elle-même des conséquences considérables. Mais quant au problème que vous me posez, je ne refuse rien à l'histoire, à ces évolutions. Et je comprends très bien qu'un grand peuple comme le vôtre aspire à retrouver l'unité qui sur tant de -plans est la sienne. Mais cette réalité historique n'est pas celle que nous ayons à administrer aujourd'hui. Je crois que l'on doit passer à d'autres problèmes si l'on veut traiter les affaires du monde comme elles se posent dans le moment où nous avons à les régler.\

QUESTION.- Dans le cas concret de la situation polonaise, est-ce que vous avez pu constater des divergences entre l'attitude française et allemande ?

- LE PRESIDENT.- J'ai toujours maintenu avec le chancelier SCHMIDT, sur cette affaire comme sur les autres, de bonnes relations. Si la situation de nos deux pays, et leur histoire en-particulier par-rapport à la Pologne, sont différentes, il n'empêche que dans l'évolution de cette situation nos points de vue n'ont jamais été très divergeants, et dans la mesure où ils pouvaient l'être instinctivement par le premier choc, ils se sont depuis lors tout à fait rapprochés. Il n'y a pas eu de crise franco - allemande.

- QUESTION.- Vous parliez tout à l'heure de la nécessaire unité économique de l'Europe, quelles mesures

concrètes peut-on envisager notamment maintenant à la veille de votre rencontre avec le chancelier SCHMIDT ?

- LE PRESIDENT.- C'est une rencontre importante. C'est un sommet franco - allemand. C'est une de ces rencontres qui marquent le temps plusieurs fois par an. Ce sont des rencontres nécessaires. Bien entendu, l'ordre du jour est fixé à l'avance mais la réalité souvent s'impose à ce sommet qui doit être informel, puisqu'il engage les principaux responsables de nos deux pays. L'actualité s'impose et ce qui s'impose aujourd'hui, c'est une attitude commune autant qu'il est possible entre nos pays, face à ce qu'on peut appeler "la crise" du marché commun de l'Europe des Dix, d'une part, et, d'autre part, une attitude aussi commune que possible, je l'espère, face à la politique économique et monétaire des Etats-Unis d'Amérique. Nos économies souffrent trop de l'extraordinaire politique de changes pratiquée par les Etats-Unis d'Amérique et de la politique du loyer de l'argent. Nous devons défendre nos économies en commun et veiller à ce que la hausse excessive des taux d'intérêt ne bouscule pas absolument tous les équilibres que nous sommes en train péniblement de reconstituer. Seulement pour cela il faut pouvoir dominer les contradictions de l'Europe elle-même, et cela commence par la fixation des prix agricoles, cela commence par la mise en application des discussions qui nous ont réunis à Londres - et qui depuis lors ont réuni nos ministres des affaires étrangères - qui n'ont guère avancé. De ce point de vue un bon accord franco - allemand peut être l'élément déterminant pour débloquer cette situation qui risque de devenir franchement mauvaise.\

QUESTION.- Est-ce qu'en parlant de l'unité européenne, on ne néglige pas très souvent l'aspect militaire ? Est-ce qu'il ne faudrait pas arriver à une certaine coopération de conception stratégique au moins pour créer une autonomie européenne à l'intérieur de l'Alliance, et est-ce que là il n'y a pas une très grande différence entre la France qui n'a pas le complexe atomique alors que l'Allemagne forcément l'a ? Est-ce que vous voyez là une possibilité de surmonter ces divergences ?

- LE PRESIDENT.- Nos situations sont très différentes, notre volonté peut être la même. Nous connaissons les limites de l'entreprise qui consisterait à créer l'unité militaire, dans le temps présent, mais il ne faut pas abandonner cette perspective. Nous connaissons les limites et ce sont les résultats de la dernière guerre mondiale qui font que nous ne nous trouvons pas dans la même situation pour aborder ce type de problème. Mais notre volonté doit être commune de parvenir à créer les conditions de l'indépendance de l'Europe occidentale. Cela ne peut pas se poser en termes antinomiques avec l'Alliance atlantique dont nous faisons partie. L'Allemagne fait partie de l'OTAN, nous n'en faisons pas partie mais nous faisons partie de la même Alliance, et nous ne devons pas poser en termes de rupture une plus grande indépendance de l'Europe par-rapport à notre Alliance qui assure notre sécurité. D'autre part, nous ne devons pas poser non plus cette plus grande unité de l'Europe occidentale comme une sorte de sentinelle dressée devant le camp oriental. Je ne pense pas que l'on puisse rien bâtir dans l'aggravation des tensions aujourd'hui si sérieuses, non seulement sur la surface du globe mais très particulièrement en Europe.

- QUESTION.- Est-ce que la France est personnellement physiquement touchée par des événements militaires qui se dérouleraient par exemple sur la frontière de la République fédérale ?

- LE PRESIDENT.- Bien entendu, bien entendu.\

QUESTION.- Dans les - rapports franco - allemands, on remarque une continuité remarquable depuis le général de GAULLE, même avant depuis Robert SCHUMAN, après il y a eu les -rapports entre le chancelier SCHMIDT et M. GISCARD D'ESTAING, cela continue avec vous. Est-ce que vous envisagez, le jour où il y aura un changement de majorité à Bonn, une coopération étroite également avec un chancelier appartenant par exemple à la Démocratie chrétienne ?

- LE PRESIDENT.- Sur la première partie de votre question, ne voulant pas revenir sur ce que je déclarais au début, c'est-à-dire ma présence au premier et au deuxième congrès européen, ceux de la réconciliation, ce peut être de la reconnaissance de deux formes de notre civilisation européenne, de deux cultures, de deux peuples, qui souvent se sont mal compris alors qu'ils avaient tant de raisons d'être unis. Là-dessus, il n'y a pas de question.

- Le problème qui est posé et que vous me posez aujourd'hui, à mon avis, ne mérite pas tant de questions car la réponse est connue d'avance. Est-ce que je traiterais, si j'en avais l'occasion, avec un autre gouvernement allemand ? Assurément. C'est entre la France et l'Allemagne qu'il faut bâtir les fondements d'une entente de plus en plus solide. Donc les gouvernements passent - on l'a vu en France

renoncements à une certaine de plus en plus solide. Dans les gouvernements passés - en France et en Italie - et les politiques doivent continuer. Je ne veux entrer, comme on dit, "m'ingérer" dans la politique intérieure allemande. Dans mes fonctions de Président de la République française, je dirai seulement que les relations politiques et personnelles, qui ont été créées avec ceux qui gouvernent actuellement l'Allemagne, sont de très bonne qualité et que ce sont des partenaires avec lesquels les Français se reconnaissent aisément. Je ne peux que souhaiter que les partenaires de la France continuent sur cette ligne. Mais ce n'est pas à moi qu'il appartient de choisir les dirigeants allemands, c'est au peuple allemand.\

QUESTION.- Vous avez recherché en France une forme originale de socialisme qui ne s'apparente pas entièrement à la social-démocratie, qui rejette le marxisme - léninisme. Comment est-ce que vous définissez ce socialisme français ?

- LE PRESIDENT.- Il existe beaucoup de formes de socialisme qui ont échappé au marxisme - léninisme : le socialisme scandinave qui s'est appelé "social-démocrate", toutes les formes de socialisme allemand qui se réclament également de la social-démocratie. Mais la social-démocratie, elle est antérieure à l'avènement de la Révolution russe et de Lénine. Il y a le travaillisme britannique, il y a aujourd'hui le communisme yougoslave. Pourrais-je dire à la limite, bien qu'il n'y ait aucune relation particulière, ni de comparaison possible, formes du communisme russe. Il y a ceux qui se réclament du socialisme dans le tiers monde qui ne peuvent naturellement se reconnaître dans les expériences menées en Europe. Il y a des formes particulières du socialisme latin qui s'expriment, comme vous le savez, au Portugal, en Espagne, en Italie. Il y a aujourd'hui le gouvernement socialiste en Grèce. Pourquoi est-ce qu'il n'y aurait pas un socialisme français ?

- Le socialisme français s'est créé, développé à partir d'une rupture qui s'est faite en 1920. L'ancienne section française de l'Internationale Ouvrière, qui était elle-même le résultat d'une fusion entre les principaux partis socialistes jusqu'en 1905, s'est trouvée naturellement extraordinairement bouleversée par l'arrivée sur la scène du monde de la Troisième Internationale. Mais, enfin, nous avons une grande tradition. Nous avons quand même la tradition de JAURES, nous avons celle de BLUM, et, comme nous avons très peu gouverné - après tout il y a eu une seule expérience authentiquement socialiste en France, ça a été l'expérience du Front populaire en 1936, ensuite ça a été des gouvernements de coalition dans lesquels il était impossible de développer un programme socialiste, après la guerre, après la deuxième guerre mondiale - nous nous trouvons devant la deuxième expérience socialiste. Je dirai plus authentique encore en 1981 et 1982 puisque le Président de la République française est issu lui-même des rangs du Parti socialiste `PS`, puisque la majorité absolue à l'Assemblée nationale est socialiste, et puisque le peuple français nous a fait confiance dans-le-cadre d'institutions qui nous donnent une durée, durée minimum que l'on connaît à l'avance, c'est-à-dire 5 ans pour notre Assemblée et 7 ans pour le Président de la République - tout au moins autant que les hommes puissent prévoir, autant que le peuple nous maintiendra ou nous renouvellera cette confiance.\

`Réponse` Alors ce que nous avons essayé, c'est tout simplement d'unir les -fruits de la réflexion pour tout le temps où nous n'étions pas au pouvoir - nous avons eu le temps de réfléchir - et le -fruit de l'expérience. De ce point de vue, les expériences scandinave, allemande, anglaise, en-particulier autrichienne, ont été pour nous fort utiles. Nous avons vu quelles avaient été les réussites, les grandes réussites de ces expériences. Nous avons vu aussi parfois quelles pouvaient être leurs limites, quels avaient été leurs échecs, et nous essayons tout simplement avec tranquillité, avec humilité, sans prétendre disposer nous, socialistes français `PS`, de la pierre philosophale. Nous essayons d'avancer en tenant-compte de ces expériences.

- Parmi ces expériences, nous estimons que tant qu'il n'y a pas de transformation des structures économiques, on ne peut pas prétendre être en mesure de développer durablement dans-le-cadre démocratique auquel nous tenons par-dessus tout, un gouvernement, le gouvernement des choses de façon socialiste, le gouvernement des choses et des hommes. Nous nous sommes donc attaqués au coeur même d'un système qui avait atteint ses limites, une espèce de grand capitalisme resté encore assez sauvage et qui dévorait la substance du capitalisme moyen, du capitalisme petit, sans mettre en oeuvre une politique suffisante d'égalité ou de justice sociale. Mais comme nous sommes viscéralement attachés aux libertés publiques, individuelles et collectives, aux conquêtes des libertés des droits sociaux, aux victoires de l'esprit humain sur sa propre production, je veux dire sur la science

et sur la technique... Bref, comme nous sommes des démocrates, dans l'âme, nous veillons à ce que ce développement d'un socialisme - celui que je viens trop rapidement de vous décrire - se déroule dans le respect des libertés et du droit de chacun, donc de notre position, enfin de toutes les catégories sociales, de toutes les couches sociales, qui doivent être respectées dans ce qu'elles ont d'essentiel, c'est-à-dire dans le droit de s'exprimer, dans le droit de défendre leurs intérêts... toujours dans les limites de la loi.

- Je crois que notre socialisme tente de réunir, comme l'ont fait d'autres dans d'autres pays, comme on l'a fait chez vous, des socio-démocrates tout à fait conséquents, qui ont réalisé, je le répète, de grandes choses - tempérament français - : l'appréhension d'un plus vaste secteur public `nationalisations` à partir duquel on peut mieux planifier notre économie, respecter le secteur privé puisque nous n'entendons pas développer d'entreprises de collectivisation, partout où ce secteur privé - c'est-à-dire dans la -majorité des cas - ne touche pas aux intérêts essentiels de la vie nationale, et veiller comme à la prunelle de nos yeux sur les libertés de nos concitoyens. Telle est notre tâche, telle est la mienne en particulier.\

QUESTION.- On a parlé parfois d'un espace social européen avec toutes les différences du tempérament national qu'il puisse y avoir. Enfin en Allemagne, on n'a pas le sens du dirigisme, du collectisme qui existe déjà en France. Est-ce que vous pensez que c'est une chose réalisable tout en gardant une compétitivité vis-à-vis des autres continents et des autres grandes puissances ?

- LE PRESIDENT.- Nos tempéraments et nos traditions, nous l'avons dit, sont différents. Il faut en tenir compte. Bon. Cela dit, je ne demande pas, comme on dit en France, le Pérou, seulement ce qui est à portée de la main, et si à l'intérieur de l'Europe des Dix, nous n'étions même pas capables d'avoir un minimum de politique commune par-rapport au chômage, par-rapport à l'inflation, par-rapport aux droits des travailleurs, par-rapport à leur présence dans les institutions, leur mot à dire par-rapport à l'avènement des couches sociales populaires, alors ça serait à désespérer. Mais c'est un dialogue que j'ai déjà d'une façon très positive avec un pays comme l'Allemagne fédérale dirigée par des hommes qui, à cet égard, comme sur beaucoup d'autres -plans, sont en mesure de nous donner des avis judicieux, dont la vie personnelle et les comportements politiques montrent que nous avons beaucoup d'affinités.\

QUESTION.- En Allemagne comme ailleurs d'ailleurs, on discute beaucoup la présence de ministres communistes au gouvernement français et il y a eu certaines tensions certainement au sujet de la question de la Pologne par exemple. Est-ce qu'il y a un point de rupture et est-ce que vous craignez que la présence des ministres communistes puisse constituer, comment dirai-je, non pas un danger mais une incertitude pour l'Alliance atlantique ?

- LE PRESIDENT.- Si je le pensais, il n'y aurait pas de ministres communistes dans le gouvernement de la République française. Cette décision incombe au peuple français. Certes, les autres pays ont le droit de juger, d'apprécier, d'approuver ou de désapprouver, mais la décision nous appartient. J'ai voulu rassembler les forces vives de mon pays. J'ai voulu réaliser le rassemblement des forces populaires, afin de changer de politique. J'ai fait la démonstration que le peuple de France pouvait faire confiance aux socialistes dont j'étais l'un des représentants, sinon le principal, après avoir démontré qu'à l'intérieur des forces de la gauche, le socialisme pouvait désormais d'exprimer par lui-même et au nom du pays. Puisque nous l'avons emporté, je vous le répète avec la majorité absolue des sièges au-sein de notre Assemblée nationale, puisque nous pouvons voter la loi par nos seuls moyens, nous, ceux qui ont bien voulu me suivre au moment de mon élection à la Présidence de la République, alors ma vocation et ma fonction sont de rassembler le plus possible les Français, à commencer par ceux qui se reconnaissent dans les objectifs de la gauche puisque c'était mon milieu naturel.\

`Réponse` Mais je n'arrête pas là mon souhait, je souhaite que de plus en plus nombreux soient les Français qui hier n'étaient pas de gauche et qui se reconnaissent dans notre action, qui est une action de reconquête de nos forces intérieures, de plus grande liberté dans le vrai sens du terme, dans le contenu même des libertés, qui est un effort aussi audacieux de politique étrangère au regard du tiers monde, qui est une politique qui tend à faire que la France se sente, comment dirai-je, encore plus fière d'être elle-même dans les rencontres internationales. Alors, je le répète, les électeurs communistes, qui s'étaient retrouvés derrière moi lors du deuxième tour de l'élection présidentielle, avaient bien leur

place, ainsi que les couches sociales qu'ils représentent, dans le gouvernement de la France. Mais la politique de la France, surtout sur ses grands choix de politique extérieure, conformément à la Constitution de la République française, j'ai pour charge moi, Président de la République française, de la définir, et dans une large mesure avec le gouvernement que j'ai constitué, de la conduire. L'Alliance atlantique est l'une des bases, l'un des fondements de notre action internationale.\

« Réponse » L'indépendance de décision de la France sur-le-plan militaire « non appartenance à l'OTAN », l'autonomie de décision, face surtout au problème atomique, est une autre base de notre politique internationale. Nos choix sont connus. Certes, nous souhaitons pouvoir maintenir le dialogue autant qu'il sera possible avec les principaux partenaires et notamment avec les Soviétiques. C'est pourquoi nous avons approuvé la démarche qui a conduit les deux plus grandes puissances à négocier à Genève, mais sans rien retrancher des principes qui sont les nôtres, sans rien accepter de ce qui pourrait être un -rapport de forces défavorable à l'Occident, -rapport de forces militaires. D'où mes prises de position devant l'installation des SS 20 par exemple, sans jamais accepter la moindre faiblesse face au monde soviétique. Nous respectons l'Union soviétique et nous voulons qu'elle nous respecte. Mais nous avons quand même l'expérience à travers les grands événements de ce siècle, qu'il y a des affinités entre nos peuples, entre le peuple russe et le peuple français et nous pensons que la paix est un bien nécessaire, pas à n'importe quel -prix, mais quand même d'un très grand -prix. Les grands choix de la politique étrangère ne sont pas à la merci de tel ou tel groupe politique ou social. J'ai bien l'intention de ne m'incliner devant aucune force autre que celle du suffrage universel en France.

- Voilà pourquoi je suis tout à fait tranquille sur la conduite de la France sur-le-plan extérieur, quelle que soit la composition du gouvernement et de la majorité qui gouverne aujourd'hui.\

QUESTION.- Monsieur le Président, vous avez fait preuve d'indépendance également vis-à-vis des Etats-Unis, notamment en ce qui concerne l'Amérique latine. Déjà, le général de GAULLE avait pris position contre l'hégémonie n'est-ce pas américaine dans cette région du monde. Pensez-vous arriver à des résultats plus concrets que votre prédécesseur ?

- LE PRESIDENT.- C'est parce que je pense que les dirigeants américains des Etats-Unis d'Amérique se trompent quant à leur analyse sur le besoin et la volonté d'évolution des peuples d'Amérique latine et particulièrement l'Amérique centrale. Je pense qu'il y a un besoin profond ressenti par ces peuples de se débarrasser, de se défaire des oligarchies qui les oppriment : oligarchie financière, oligarchie foncière, et qu'ils ont besoin aussi de se débarrasser des dictateurs qui au fond ne sont que les exécutants de ce pouvoir économique.

- Alors cette double revendication profonde, de caractère social et de caractère national, eh bien moi, je les comprends et cela n'est pas de -nature communiste. C'est ne pas les comprendre qui risque de les conduire à préférer ou à choisir... d'abord, quant à l'armement, à battre les régimes d'oppression, à se diriger du côté de l'Est pour y trouver des armes. Puis peu à peu - toute initiative est maximaliste - si jamais l'Occident, et d'abord les Etats-Unis d'Amérique veulent participer à l'écrasement de la légitime revendication populaire, ils risquent de céder peu à peu à la logique du système, c'est-à-dire de s'écarter complètement de nous pour aller vers ceux qui les aideront. Je vois un exemple de ce que je veux dire dans ce qui s'est produit en République Dominicaine, où en temps utile le dictateur a été écarté, où un régime démocratique a pris le dessus. Un mouvement révolutionnaire se trouve aujourd'hui en mesure d'assurer le pouvoir, et où l'on ne parle plus guère de communisme.

- Donc, c'est un problème d'analyse. Mon analyse est différente de celle des dirigeants américains. Ce n'est pas une position agressive. J'essaie amicalement d'expliquer qu'il y a erreur, qu'il risque d'y avoir erreur historique, mais je n'entends pas moins préserver mon dialogue avec les Etats-Unis d'Amérique, et j'ai dit ce que j'avais à dire. Je le proclame hautement, mais je n'en tire pas la conclusion qu'il faille laisser les Etats-Unis d'Amérique isolés dans une sorte de réprobation du monde occidental. J'essaie simplement de faire comprendre et j'essaie moi aussi d'ailleurs de comprendre lorsque mes amis américains m'expliquent leur position qui est différente de la mienne. Bref, il faut que cela se déroule dans le maximum de compréhension, c'est à quoi je m'attache.\

QUESTION.- Il me semble que vous attachez une grande importance à la question d'Orient.

Contrairement aux déclarations européennes jusqu'ici qui étaient très floues, vous recherchez des garanties. Mais est-ce qu'il y a des garanties, est-ce qu'on n'est pas en face d'une quadrature du cercle pratiquement avec la question palestinienne libanaise les ?

pratiquement avec la question palestino-arabaise, israélienne, etc. :

- LE PRESIDENT.- Ah ! la quadrature du cercle pour l'instant c'est bien le cas. Les choses sont loin d'avancer. Elles ont plutôt reculé, et à mesure que se perpétue ce conflit régional du Proche-Orient, les grandes puissances s'installent. C'est ce qui arrive d'ailleurs généralement sur la surface du globe : là où un conflit local se produit, c'est le conflit des deux blocs qui apparaît. C'est le cas dans le Proche-Orient. C'est le cas dans l'Afrique australe. On pourrait multiplier les exemples de cet ordre. Je ne vois pas très bien qui y gagne. Je vois plutôt que tout le monde y perd. Les risques de tension internationale, de conflit international se multiplient en même temps. Donc, tout ça n'est pas raisonnable, mais allez expliquer...

- De toute façon, le rôle de la France n'est pas de se poser en tutrice. Nous n'avons pas ce rôle à exercer. Nous avons à donner notre avis en tant que partenaire de la paix dans le monde et du droit des peuples, du droit des gens. C'est dans cet état d'esprit que j'aborde les problèmes du Proche-Orient, d'autant plus que je peux être l'ami, que la France peut être l'amie de tel et tel peuple, tel et tel Etat, sans pour autant approuver l'ensemble de sa politique. Dans notre démarche à l'égard des pays arabes, comme à l'égard d'Israël, c'est la règle à laquelle je m'attache. Je peux être l'ami d'Israël où je serai dans quelques jours et avoir mon idée à moi sur ce que devraient être les conditions de la paix dans cette partie du monde. Mais je répète qu'il importe surtout à ceux qui vivent là de discuter, de négocier et de parvenir à définir les conditions de retour à la paix. Nous n'avons pas à nous substituer à eux, simplement en tant que membre de la Communauté internationale, à dire notre mot lorsque l'occasion nous en est donnée.

QUESTION.- Monsieur le Président, vers la fin de cette interview, vous me permettez peut-être une question personnelle ?

- LE PRESIDENT.- Je vous en prie.

QUESTION.- Est-ce qu'il y a eu un changement dans votre personnalité depuis que vous occupez vos fonctions actuelles et que vous avez en charge pratiquement une partie du destin de l'humanité grâce à votre disposition de l'arme atomique dont trois ou quatre hommes dans le monde disposent ?

- LE PRESIDENT.- Je ne crois pas avoir changé en quoi que ce soit dans ce que vous appelez ma personnalité. Simplement, ce sont mes charges qui ont changé. Ma responsabilité n'est pas de la même nature. J'ai en charge la France, et au-delà de la France - comme vous venez de le dire - oui, pour partie, la paix du monde, son équilibre. Ma charge ayant changé, je dois aborder des responsabilités peut-être par d'autres itinéraires que ceux qui furent naguère les miens. Mais pour le reste, c'est-à-dire quant à mes convictions profondes, et quant à ma façon d'être devant l'histoire et devant mes actes, non, je n'ai pas changé.

QUESTION.- Parfois on vous compare au point de vue de votre action internationale, au général de GAULLE. Vous étiez résistant pendant la guerre, vous étiez dans l'opposition au général de GAULLE pendant de longues années, est-ce que cela vous gêne cette... ?

- LE PRESIDENT.- Vous savez on peut aimer son pays, on peut vouloir son indépendance, on peut faire choix d'une forme de civilisation - je suis très attaché à celle de l'Occident, dont je suis moi-même l'expression, dont je suis en même temps l'héritier - sans pour autant agir comme le général de GAULLE, où plutôt le général de GAULLE sur ce plan-là agissait comme doivent agir les Français responsables. Quant à la conduite de la politique elle-même, là-dessus, j'ai assez dit pendant 23 ans ce que j'en pensais comme membre de l'opposition en France, spécialement pendant l'époque où le général de GAULLE gouvernait la France, pour trouver que cette assimilation pouvait être un peu forcée. Le général de GAULLE, c'était le général de GAULLE, moi je suis François MITTERRAND, chacun a son genre... et à l'histoire de juger.

QUESTION.- Justement en ce qui concerne l'histoire, monsieur le Président, quelle est la marque que vous voudriez imprimer à l'histoire française ? Quelle est l'image que vous voudriez que l'histoire française retienne de vous ?

- LE PRESIDENT.- Là vous me posez une question comme si j'étais à la veille d'écrire un testament. C'est à la fin du compte que les choses s'écrivent, que les conclusions se font, c'est quand le livre est écrit. Il faut se garder de trop prophétiser. Disons simplement que par-rapport à mon propre pays, je souhaiterais que le gouvernement, le développement de la République et de ses institutions, l'approfondissement de la démocratie, marquent un grand changement vers plus de justice et donc de liberté. Je voudrais qu'on en finisse avec les formes excessives et même avec toute forme d'exploitation

de l'homme par l'homme, dans la mesure de mon pouvoir et pour le temps que j'ai devant moi, c'est une vaste ambition.

- Je voudrais en même temps que le même raisonnement s'appliquât aux relations de la France avec les pays dits du tiers monde, c'est-à-dire que la France fasse entendre sa voix pour que, dans l'intérêt bien compris de chacun - et particulièrement des pays industrialisés - l'on comprenne enfin que l'arrivée à la vie de milliards d'êtres humains à la fin de ce siècle doit poser, pour les pays dits avancés, les problèmes en termes nouveaux. Ces milliards d'êtres humains peuvent sortir de la crise - renaissance par la multiplication des échanges - si on ne les abandonne pas aux spéculations de quelques uns, aux épreuves de force ou, tout simplement, aux rigueurs de la -nature.\

`Réponse` Cet effort, c'est celui d'une France représentant un certain type de civilisation, retrouvant un message, de valeur universelle, comme ce fut le cas en 1789, comme ce fut le cas encore dans deux ou trois grandes circonstances de ces deux derniers siècles. Je voudrais que la rencontre de la France et du socialisme soit comme un éveil à travers le monde tout entier, affirmant ainsi la grandeur de la France.

- Cette grandeur, je le répète, j'en ai la charge, je veux l'assurer tout d'abord par un moyen traditionnel, la prospérité. Il n'est pas facile de retrouver la prospérité au milieu de la crise qui nous secoue et qui nous frappe, mais nous la retrouverons par la volonté, la capacité de production, la capacité de création, la capacité d'innovation. Si j'ai donné priorité dès le début de ce gouvernement à la culture et à la recherche, c'est parce que je crois qu'il n'y a pas de politique capable d'atteindre à la grandeur si elle ne s'adresse à ces deux sources qui sont toutes deux celles de l'esprit : la recherche, l'esprit d'invention, l'esprit de création par la meilleure connaissance de la matière, la science et la technique, la culture, c'est-à-dire l'approfondissement de l'esprit humain par sa propre recherche.

- Si la France fait entendre ce langage à travers le monde, je pense que j'aurai laissé une trace dans l'histoire de mon pays. Comme le disait un poète français, LAFORGUE : "ah que la vie est quotidienne". Il faut que ces objectifs soient rendus possibles par une démarche de tous les jours, c'est-à-dire à travers chaque jour et chaque heure et chaque minute de ce jour, être en mesure de garder le cap, ne pas perdre de vue la marche à suivre, alors qu'on est sollicité à tout moment de passer par un petit sentier de traverse ou bien de poser tout simplement le sac sur le bord de la route, de le laisser là, de s'arrêter et de s'asseoir avec ses bagages, ça c'est difficile. Voilà pourquoi il faut avoir le temps de réfléchir, de ne pas se laisser emporter par tous les débordements de l'action. C'est à quoi je m'efforce en tout cas.\